

[Text]

submarine fleet, while paying scant attention to the revitalization of the reserves. The Board, however, believes that the latter initiative will contribute more to bolstering Canada's defense capability with greater practicability and cost-effectiveness than quite possibly any other program in the white paper.

After all, those nuclear submarines are very expensive, and so is the main battle tank. According to the white paper they are really supplementary items. They have to be funded each September, if I recall correctly. They may not appear, but the reserves can, and they can be revitalized now.

The Chairman: Just to piggyback onto your responses on that one, we have talked about the total-force concept, and yet we know from our own knowledge of funding of the armed forces over the years that the reserves tend to get the hind you-know-what. When times get tough and squeezes are put on, they end up not getting money, or not very much money, or they get the hand-me-down equipment, or something.

Would you argue, given the new thrust in the white paper, that the reserves ought to have a separate budget, that it would be sacrosanct so dollars go to them regardless? Would you lobby for that, or what would your view be?

Mr. Savage: It certainly sounds like a great idea to me.

Mr. Cameron: As a personal view, I certainly would feel that would be a step in the right direction. George is a former regular officer and might not agree with that. In effect if you are talking about a total force, presumably it is very hard to make the distinction, but as a Canadian citizen interested in the reserves, I am not sure that the citizen might not feel some protection in the fact that a percentage of the budget would be set aside for the development of the reserves. That might be a very appealing proposition.

Mr. d'Aquino: I am glad we have come back to the issue of cost, because you know in this whole debate it is not just a question of priorities, but it is a question of money and how we spend money. The fact of the matter is that Canadians are now spending almost \$30 billion a year more than we are earning. We are running deficits in the range of \$29 billion a year. That is after five consecutive years of economic expansion. So is not extraordinary that you will find pressures from some quarters to say, look, we have to sustain that level of expenditure. There are competing demands for those funds. Therefore, in the final analysis it is not just that the reserves are short cut but that the defence budget is short cut. After all, as you know, the commitments that have been made to maintain certain levels have not been met, and they have consistently not been met for a long time.

[Translation]

comme la flotte de sous-marins nucléaires, sans prêter beaucoup d'attention à la revitalisation des forces de réserve. La Chambre, cependant, est d'avis que c'est cette dernière proposition, plus que toute autre dans le Livre blanc, qui risque de contribuer le plus à accroître la capacité de défense du Canada tant du point de vue pratique que du point de vue coût-efficacité.

Les sous-marins nucléaires sont très coûteux, de même que les chars de bataille. Selon le Livre blanc, cependant, ils sont considérés comme des dépenses supplémentaires. Les crédits à leur égard doivent être renouvelés chaque année au mois de septembre, si je comprends bien. Les forces de réserve, elles, sont considérées comme des éléments permanents et elles peuvent être revitalisées maintenant.

Le président: Je voudrais simplement dire quelque chose à la suite de votre intervention. Nous parlons du concept de la force intégrée, mais nous savons très bien de par notre expérience du financement des Forces armées au cours des années, que ce sont les forces de réserve qui attrapent les coups. Lorsque les temps deviennent durs et que des contraintes sont appliquées, ce sont les forces de réserves qui écopent; elles reçoivent peu ou pas d'argent.

Compte tenu de la nouvelle orientation que propose le Livre blanc, ne croyez-vous pas que les forces de réserve devraient se voir dotées d'un budget distinct de façon à rester intactes quelle que soit la situation? Seriez-vous prêt à appuyer cette idée?

M. Savage: Je dirais qu'elle est excellente.

M. Cameron: J'y verrais certainement, en ce qui me concerne, un pas dans la bonne direction. George est un ancien officier des forces régulières et il n'est peut-être pas d'accord avec moi. S'il doit s'agir d'une force intégrée, il doit être très difficile de faire la distinction, mais en tant que citoyen canadien, particulièrement intéressé par l'histoire des forces de réserve, je serais rassuré par le fait qu'il y aurait un pourcentage du budget qui serait réservé spécifiquement aux forces de réserve. L'idée me plaît beaucoup.

M. d'Aquino: Je suis heureux que nous soyons revenus à la question des coûts, parce qu'il n'y a pas que la question des priorités; le financement est un élément important. Il se trouve que les Canadiens dépensent actuellement près de 30 milliards de dollars de trop par année. Le déficit annuel se situe actuellement autour de 29 milliards de dollars. Et il ne faut pas oublier que c'est après cinq années consécutives d'expansion économique. Il n'est donc pas surprenant que certains milieux exercent des pressions pour que nous maintenions ce niveau de dépense. Plusieurs secteurs se font concurrence pour obtenir ces fonds. En dernière analyse, donc, ce n'est pas seulement les réserves qui sont touchées, c'est l'ensemble du budget de la défense. Après tout, comme vous le savez déjà, l'engagement de dépense n'a toujours pas été respecté, et ce, depuis fort longtemps.